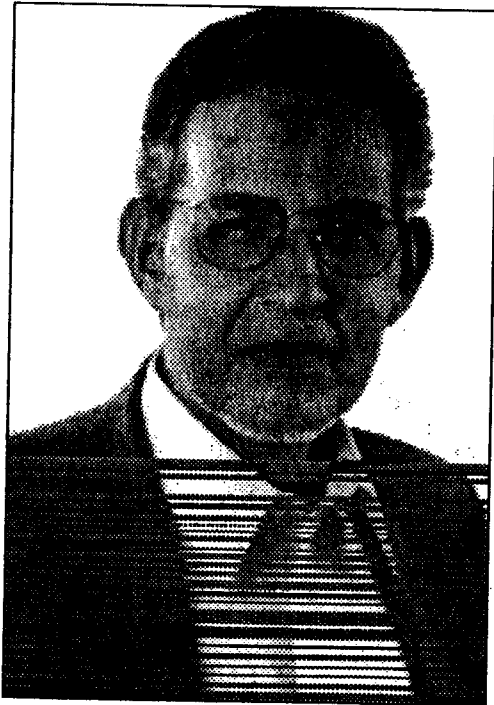


Ahmed Ould Daddah:

"On se rendra compte que je suis sincère dans ce combat que je mène et que ce qui m'intéresse à mon âge c'est vraiment l'intérêt de la Mauritanie"



C'est un homme humblement habillé, affable et souriant qui nous a reçu dans le bureau qu'il s'est aménagé dans sa maison sise à l'îlot C au Ksar. Tout de suite, nous avons été frappés par autant de produits artisanaux mauritaniens et les toiles de peintures qu'Ahmed Ould Daddah a placé ici et là dans les couloirs, sur les murs, à l'intérieur et à l'entrée des pièces, comme pour dire qu'il savait communiquer même avec les couleurs. Des photos de l'homme avec le Roi Juan Carlos Ier d'Espagne et Javier Solana et une modeste bibliothèque où se tenaient tranquilles des collections entières de " Que sais-je ", des romans comme " La Maison Russie " où " La bataille des Trois Rois ", des livres d'économie, en plus de quelques autres dossiers entassés et une petite armoire frappée aux côtés d'une fresque africaine, meublaient ce bureau informatisé. Les salamales laisseront vite la place à l'entretien, même si nous avons tenu à chasser toute méfiance, les hommes politiques étant toujours sur leur garde.

Nouakchott Info Quotidien : M. le Président, depuis 1992 à nos jours, vous avez sans cesse et inlassablement participé à l'ancrage de la démocratie dans notre pays. Encore faut-il rappeler qu'en 1992, vous avez réalisé un score de 32% qui faisait de votre parti, le plus grand parti de l'opposition. Moins d'une quinzaine d'années plus tard, en 2003, vous êtes sortis de votre dernière élection présidentielle avec un score officiellement déclaré de quelques 6 à 7%. Quelle lecture faites-vous de cet intervalle entre 1992 et 2003 ?

Ahmed Ould Daddah : D'abord je vous donne acte de ce que je sois un combattant

pour la démocratie, c'est ce que je crois faire, c'est ma volonté de participer -et d'en payer le prix- à l'ancrage de la démocratie. Bien sûr, vous avez parlé de score. Je voudrais dire que ni le score de 1992, ni celui de 2003 ne sont mes véritables scores. Je crois qu'un ou une journaliste de RFI a dit, me semble-t-il à juste titre, que le nombre de voix que l'on m'a " données " en 2003, était de toute évidence inférieure au meeting que j'avais organisé à Nouakchott pour clôturer ma campagne. Et je crois que nous sommes en territoire mauritanien et la Mauritanie est une grande tente où tout se sait. Tout le monde sait, tout le monde

aussi le dit que les élections ont pratiquement cessé d'être des élections, on pratique un bourrage des urnes qui n'a aucun sens et qui enlève toute crédibilité à ces élections. Je vous invite à lire dans notre site RFD, un document préliminaire d'analyse des résultats de l'élection présidentielle 2003 qui relève que dans toutes les Moughataa de Nouakchott, je suis dans une position trois, sauf celle de Sebkh, quelqu'un d'autre dans une position deux et l'actuel Chef de l'Etat est dans une position un. Cette régularité même est signe d'anomalie. Il est dit dans ce document basé sur des faits que 90% de mes représentants à l'intérieur du pays ont été renvoyés des bureaux de vote et 40% à Nouakchott. Donc, ne tirons pas sur la corde, ce qui s'est passé n'est ni digne de la Mauritanie, ni digne de la démocratie. Et appuyer des analyses là-dessus ou formuler des jugements serait véritablement une erreur dans la mesure où on part de données faussées pour aboutir à des résultats faux.

(LIRE P: 3&6)

"On se rendra compte que je suis sincère dans ce combat que je mène et que ce qui m'intéresse à mon âge c'est vraiment l'intérêt de la Mauritanie"

N.I. : M. le président l'idée que je voulais exprimer au fond de ma pensée est que ce parcours que vous avez réalisé au cours de cette décennie a été ponctué d'erreurs, de boycotts, etc. qui ont fait que c'était, j'allais dire une descente inéluctable, inévitable jusqu'à aujourd'hui ?

A.O.D. : Des erreurs tout le monde en commet et moi en premier. Je n'ai jamais prétendu ne pas commettre d'erreur et lorsque viendra le moment d'analyser les erreurs et d'en tirer les conséquences, je tâcherai de le faire de manière à ce que le public le sache. Mais, la descente aux enfers n'est pas celle de mon crédit personnel, ni de mon électoral mais une descente aux enfers de la crédibilité du système électoral en Mauritanie. C'est une descente aux enfers de la crédibilité de la démocratie mauritanienne aujourd'hui, c'est une descente aux enfers de la crédibilité de l'Etat et j'ajoute du régime, c'est ça le vrai nœud du problème. Moi, ma position sur ce plan est une position très forte, je crois que la Mauritanie comprend. Ceci étant, regardons vers le futur, ce qui est fait est fait, vous ne ferez pas qu'il n'y a pas eu des fraudes, ni des accumulations d'erreurs du côté du pouvoir. Maintenant ce qui serait important pour ce pays, pour son futur, sa stabilité, ses enfants c'est que l'on sorte de l'ornière, de la nasse et qu'on essaye de faire en sorte que ce pays ne sombre pas, par des pratiques de cette nature, dans ces dérapages qui peuvent conduire à son anéantissement. C'est ça l'enjeu et c'est cela qui doit être la préoccupation de ses véritables responsables.

N.I. : Puisque nous y sommes, le dialogue que vous demandez, espérez et exigez, de quelle nature doit-il être, le citoyen voulant comprendre ce que vous appelez dialogue et ses réels termes ?

A.O.D. : D'abord ce dialogue, le RFD le demande certes, l'UFD/Ère Nouvelle avant, mais ce dialogue est demandé par l'ensemble de l'Opposition, toute l'Opposition et je ne suis pas mandaté pour parler au nom de l'Opposition. Mais je dirai, en ce qui concerne mon parti que ce dialogue doit avoir un objectif. Quel est cet objectif ? Cet objectif c'est que, à partir d'une situation, que tout le monde, je crois, reconnaît comme étant une situation extrêmement dangereuse, de manque de confiance, de risques majeurs d'instabilité, et nous l'avons toujours dit auparavant et tout le monde l'admet maintenant, concrètement depuis 2003 -et il faut le préciser sur le plan militaire- il y a des risques majeurs de dérapages de ce pays. Et pour qui connaît ce pays et son histoire, il faut tout faire pour éviter qu'il dérape dans une perspective d'instabilité parce qu'alors il sera très difficile de contrôler la situation et cela pendant longtemps. En fonction de cela, il y a certain nombre de problèmes qui font difficulté entre le pouvoir et l'Opposition. D'abord, la place de l'Opposition. Quelle est la compréhension du pouvoir de l'Opposition ? Quelle est la compréhension de l'opposition de son rôle ? Si je considère le pays démocratique, l'Opposition est un contre-poids, une alternative, à la fois à la politique du gouvernement et une possibilité de son remplacement à travers les urnes bien évidemment. De ce point de vue-là, très souvent les critiques de l'opposition ne sont pas comprises, comme elles doivent l'être. La critique de l'Opposition est quelque chose de salutaire pour le pays et il y a un pouvoir qui exerce une politique, il y a une opposition qui est là, qui devrait être aux aguets pour dire attention telle chose n'est pas correcte, n'est pas conforme à loi, à l'intérêt du pays. C'est comme cela qu'une

démocratie marche. Une démocratie qui n'a pas d'Opposition qui critique, contrôle est une démocratie bancalante, totalitaire, qui n'est pas un pouvoir du peuple, mais d'un parti ou un pouvoir unique. Donc, pour sortir de cette situation que le pouvoir gouverne et que l'opposition critique, censure, il faudrait donc bien définir les rôles respectifs de l'opposition et aussi du pouvoir. Voilà pour le premier point. Le second, non moins important, c'est que le pays fonctionne à la base de ses lois et règlements. Aujourd'hui on a le sentiment et l'expérience que les lois sont piétinées. Le pouvoir fait à peu près ce qu'il veut et l'Opposition, c'est le cas de le dire, a l'air de prêcher dans le désert. Ceci n'est dans l'intérêt de personne. Un avocat, au cours du procès de Quad Naga, a dit " laissez la loi nous séparer, laissez nos problèmes être réglés par l'application correcte de la loi ! " Autre problème majeur est celui des droits de l'homme dont la violation est très fréquente dans notre pays. Il s'est passé des choses d'une extrême gravité dans notre pays, dans leur essence et pour l'unité de ce pays, dans les années 89-90. Vous me connaissez peut-être ou d'autres me connaissent, je ne pratique pas la langue de bois, quand je prends des précautions, ce n'est pas pour faire plaisir à telle ou telle personne, c'est que c'est ma conviction et je ne dis pas cela pour rappeler des choses terribles, pour ouvrir des plaies qui, soit-disant se cicatrisent, non, je le dis pour qu'on puisse réellement mettre un trait sur ces problèmes. Parce que la vraie paix est celle des cœurs. Ce qui se passe dans ce pays c'est que les gens, souvent au lieu d'accepter le risque de soulever le problème en son temps, l'intériorisent et attendent leur moment avec leur gourdin. Ce n'est pas bon. Nous pensons que tous les problèmes doivent être réglés. La forme de leur examen nous importe d'ailleurs assez peu. Cela doit se faire dans un esprit d'ouverture, de pardon et de dépassement. Il n'est pas bon que certains responsables, aujourd'hui, aient des difficultés à voyager à l'étranger, parce qu'il y a des plaintes qui sont posées contre eux, ou qui peuvent être portées contre eux. Ce n'est pas bon et il n'est pas non plus rassurant qu'une partie de la population ait le sentiment d'avoir été injustement violentée, d'avoir subi des préjudices terribles et de ne pas avoir le sentiment de transcender cela. Voilà un problème important pour la stabilité du pays, son unité, sa cohésion, son futur. Le système de gestion ? Chaque pouvoir applique la politique qui lui convient tant qu'il est en place. Mais il y a un niveau de la corruption qui n'est pas acceptable, parce qu'il n'est dans l'intérêt de personne. Même le pouvoir, ça anéantit ses moyens, les détourne et ça défigure son image. Je ne suis pas son avocat, c'est son problème. Mais le problème c'est que c'est le mien. Quand il y a des fonds qui sont destinés à l'éducation et qu'ils sont utilisés pour autre chose, c'est l'éducation qui en subit les conséquences. Cela est valable pour la lutte anti-acridienne et ce sont les agriculteurs, les éleveurs qui en souffrent, c'est les enfants et l'ensemble de la population qui en pâtissent et ainsi de suite. Donc il y a le système de gestion qui est totalement anachronique où la corruption est gigantesque et cela doit être discuté pour qu'il y ait un minimum de consensus sur la règle du jeu et sur l'application de la loi dans ce domaine. Personne n'est au-dessus de la loi et ne doit être au-dessus de la loi que celui qui respecte la loi. Bien entendu, il y a le système électoral qui, tel qu'il est, obéit à une administration qui est complètement aux ordres, n'écoute personne et se mettant au service de celui ou ceux qui sont au pouvoir. Cela n'est pas équitable et ce n'est pas

un facteur de stabilité. Donc cela mérite d'être examiné et la demande de l'opposition est très claire, c'est qu'un accord doit être fait sur la réactualisation des listes électorales, une adaptation des textes parce qu'il y a des textes qui sont éparés et il est bon d'avoir un code électoral unique qui permet une utilisation facile, puis une commission électorale comme au Sénégal, au Maroc, en Algérie et un peu partout. Pourquoi devons-nous être les derniers de la classe ? Dans notre pays, les gens tiennent à leur liberté, c'est pourquoi chacun est parti dans ce désert planter sa tente quelque part. Sociologiquement c'est très important. Pourquoi, on ne peut pas discuter ce problème et trouver un modus vivendi ! Il y a aussi la place de la Mauritanie en Afrique et dans le monde arabe. Dans ce contexte, nous avons des intérêts extrêmement importants et pas seulement des intérêts matériels, mais aussi spirituels, familiaux et économiques majeurs. Un demi million de mauritaniens est constamment dans cette zone de l'Afrique de l'Ouest. Je crois que nous devons complètement réexaminer notre politique dans cette zone et ça c'est l'affaire du pouvoir s'il ne le fait, ce ne nous gêne pas ! Mais en tout cas nous devons échanger des points de vue en ce qui concerne cette sortie de la zone de la CEDEAO. Même si le pouvoir est libre d'appliquer sa politique, il doit aussi écouter l'opposition. Je ne dis pas que le pouvoir n'a pas d'arguments mais je dis qu'en tous cas, cela vaut la peine d'échanger les points de vue. Nous ne sommes pas d'accord avec l'existence d'une ambassade d'Israël en Mauritanie avec les massacres, les destructions, les nouvelles colonies de peuplement en Palestine occupée. Chacun a sa conviction, mais cette position est contraire au vœu de l'ensemble des Mauritaniens, toutes régions confondues, toutes ethnies et toutes composantes confondues. Voilà si vous voulez un ensemble de questions qui valent la peine d'être discutées. Si le pouvoir ne veut pas que l'on discute d'une question, personnellement je ne pose aucune condition préalable pour ce dialogue, mais si le système électoral n'est pas revu, nous dirons qu'il n'y a pas de démocratie. Pour ma part, je ne pose pas de condition au dialogue et je pense que l'important c'est que tout le monde y aille avec un esprit ouvert et une bonne écoute et que l'on trouve un consensus sur un minimum de choses qui font qu'on apaise la situation et que chacun dans son rôle puisse exercer des activités et qu'on laisse le peuple mauritanien, au moment des élections, exercer sa souveraineté.

N.I. : Il y a une crise de confiance entre certains leaders de l'Opposition, dont vous faites partie, et le pouvoir qui les qualifie de personnes non fréquentables. Quelle assurance de sincérité et de confiance leur donnez-vous pour aller au dialogue ?

A.O.D. : Je n'ai rien à offrir au pouvoir pour qu'il accepte le dialogue. Moi, je fais un constat d'une situation que je trouve dangereuse. Vous savez, c'est le pouvoir qui est en première ligne. S'il y a un chaos demain, c'est le pouvoir qui est en première ligne, ce n'est pas moi, ce n'est pas l'Opposition. C'est simplement parce que nous sommes des patriotes sincères qui aimons notre patrie. Cet amour et cet attachement au-dessus de toute considération et notamment de ce que l'on peut penser être à tort ou à raison l'intérêt d'un parti ou d'un leader, c'est parce que nous sommes très attachés à la stabilité de ce pays. Je n'ai pas à offrir des garanties au Pouvoir. La seule chose que je peux dire, c'est que je suis un homme d'engagement et de respect de la parole donnée, lorsque je dis

que je suis d'accord, je le suis et si je ne le suis pas, je ne le suis et je le dis. Il m'importe peu que le pouvoir me considère fréquentable ou non, ce n'est pas mon problème et cela ne m'amènera pas à formuler des choses non convenables vis-à-vis de X ou de Y et je ne polémiquerai pas là-dessus. Un adage de chez nous dit, " écoute celui qui te fait pleurer, n'écoute pas celui qui te fait rire. "

N.I. : Sartre disait qu'un homme politique est un être en situations et pour la petite histoire, en 1974, une grande majorité du PKM, parti d'opposition de l'époque avait intégré le PPM, parti unique, pour réaliser ses objectifs de l'intérieur du pouvoir. Cette donnée pourrait-elle s'appliquer sur l'opposition ?

A.O.D. : Je respecte l'œuvre de Sartre, mais ce n'est pas mon type d'écriture. Je lui préfère notamment Albert Camus. Sartre, à la limite, est un peu anarchique, moi je ne le suis pas du tout. Ceci dit, il y a un homme politique et homme politique. En Arabe, " siyassa " veut dire quelque chose de stable, basé sur des principes, des valeurs. Et le mot qui d'origine grecque signifie service de la cité. Il y a " politique " qu'une partie de notre microcosme politique considère un peu comme étant mentir allègrement, s'adapter à n'importe quelle situation pourvu qu'elle apporte quelque chose. Personnellement et ce n'est pas ma façon d'être, je m'inscris plutôt dans la première catégorie. Je ne pratique pas la politique à géométries variables. Même si la politique dans son exécution est l'art du possible, c'est une des définitions, ce n'est pas au prix de tordre le cou aux principes. C'est la différence entre la stratégie et la tactique. La stratégie est basée sur des principes à long terme qui ne doivent pas changer pour un vrai homme politique. En ce qui me concerne c'est l'unité de ce pays, le respect de la loi, les règles équitables et consensuelles du jeu démocratique, une distribution équitable des ressources et des revenus qui n'est pas contradictoire avec un système libéral ou les plus dynamiques et les plus astucieux peuvent être beaucoup plus riches que les autres, mais avec quand même une présence de l'Etat et une prise en compte de la dimension sociale. L'art du possible pour moi, sur un objectif, une stratégie on règle sa marche en fonction des possibilités mais on ne quitte pas la trajectoire, sinon, je n'appelle pas cela de la politique, à la limite je l'appelle de l'opportunisme ou de la politique opportuniste.

N.I. : Est-ce que vous pensez que le pouvoir qui s'apprête à tirer une force de l'exploitation pétrolière au moment où le FMI affirme qu'à partir de 2008 la Mauritanie aura une croissance à deux chiffres dépassant la barre des 20%, ne risque pas d'être indéboulonnable en 2009, l'Opposition étant déjà très faible et surtout où situerez-vous Ahmed Ould Daddah d'ici là ?

A.O.D. : En vous écoutant, cela me fait penser à un dialogue entre Senghor et Doucou Thiam qui était à l'époque président du Conseil Economique et Social au Sénégal. Senghor lui a dit que le Sénégal allait décoller en l'an 2000 alors Doucou Thiam lui a dit : attention aux atterrissages forcés. Donc, vous dites que nous aurons en 2008 une croissance à deux chiffres. Moi, je ne demande pas mieux. Tout ce qui peut améliorer la situation de mon pays, sa situation économique, sa position stratégique parmi les peuples et les Nations, j'en suis heureux. Mais je voudrais que l'on soit un peu plus modestes et attentifs aux méfaits du pétrole. D'abord, c'est mon rôle d'opposant.